

Sujet bac 2007 : Sciences Economiques et Sociales Obligatoire Série ES – Réunion

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

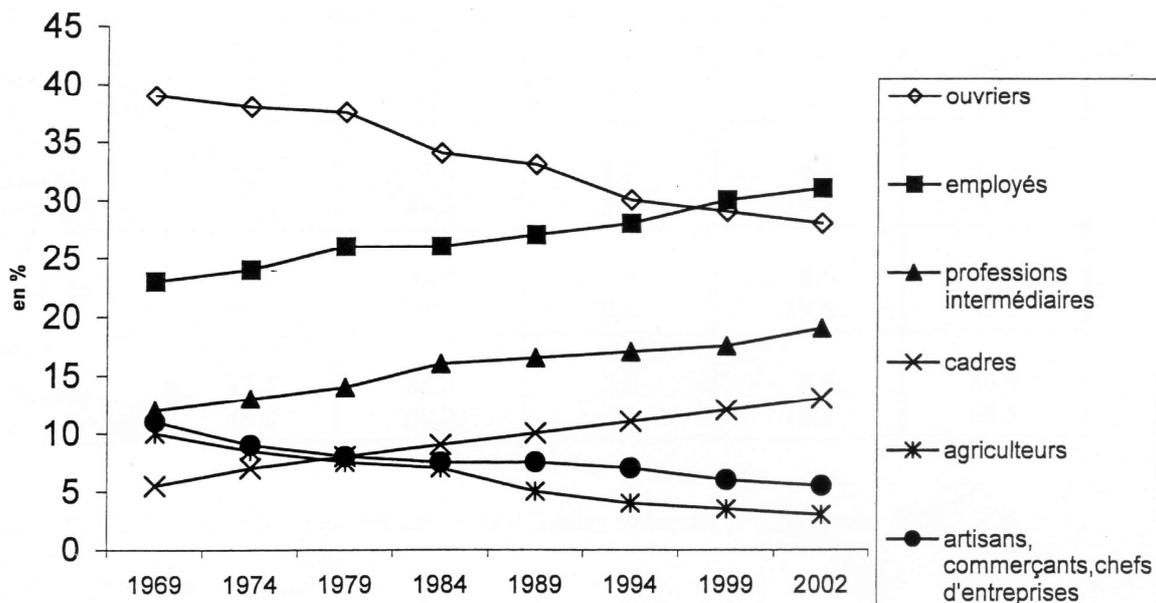
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

**En quoi les mouvements sociaux contemporains reflètent-ils
les transformations économiques et sociales ?**

DOCUMENT 1

**Parts des CSP dans la population active
(en % du total)**



Source : INSEE, L'état de la France 2005/2006, La Découverte.

DOCUMENT 2

La diversification et la généralisation du salariat, liées à la tertiarisation de l'économie, sa féminisation et l'élévation du niveau culturel, qui engendrent une réelle diversification des aspirations, allaient conduire inexorablement au renforcement de l'individualisme. Plus récemment, d'autres mouvements, des gendarmes aux médecins en passant par les infirmières, nous montrent que la montée de l'individualisme n'empêche pas telle ou telle catégorie de faire valoir ses intérêts.

Les mouvements sociaux ont non seulement survécu à la montée de l'individualisme mais celui-ci en libérant les personnes des vieilles soumissions a permis l'apparition de nouvelles revendications collectives. Ainsi, le mouvement des femmes a pu se développer. L'individualisme leur a permis d'affirmer à la fois leur spécificité et leur égalité, ouvrant la voie à une défense de leurs intérêts.

Source : Carole YEROCHESKI et Philippe FRÉMATIX « le mouvement social revivifié », *Alternatives économiques*, hors-série 2ème trimestre 2002.

DOCUMENT 3

Évolution des statuts de l'emploi (en %)

	Emplois publics		Emplois privés		
	Contrats vacataires ¹	Contrats statutaires ²	Intérim	CDD ³ et Contrats aidés ⁴	CDI ⁵
1982					
Ensemble	2	98	1,0	2,7	94,9
dont 15-29 ans	8	92	1,7	5,8	88,2
1990					
Ensemble	5,6	94,4	1,7	6,3	90,4
dont 15-29 ans	15,5	84,5	3,3	14,7	76,9
2001					
Ensemble	7,2	92,8	3,4	8,6	86,6
dont 15-29 ans	21,0	79	7,5	19,6	65,5
2003					
Ensemble	13,6	86,4	2,9	8,6	86,9
dont 15-29 ans	40,0	60,0	6,1	18,7	68,5

1 : contrat vacataire : contrat de travail valable pour une durée déterminée.

2 : contrat statutaire : contrat de travail équivalant à un contrat à durée indéterminée.

3 : CDD : contrat à durée déterminée

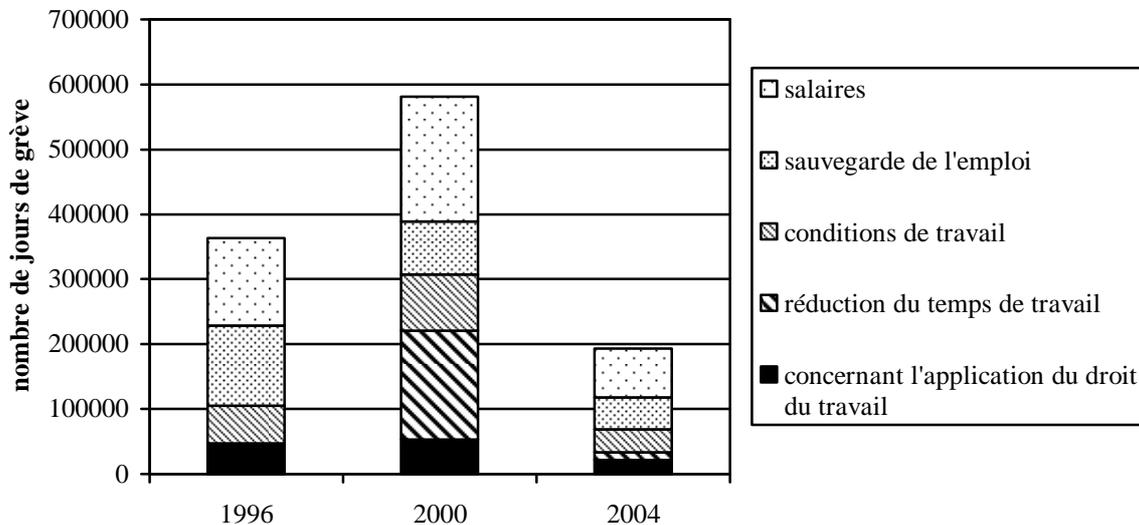
4 : contrat aidé : emploi à temps partiel pour une durée déterminée, bénéficiant d'aides directes ou indirectes de l'Etat.

5 : CDI: contrat à durée indéterminée

Source : INSEE, «Le modèle social français », *Les Cahiers Français*, n°330, février 2006

DOCUMENT 4

Nombre de jours de grèves dans les conflits localisés*



* conflits localisés : dont le motif est propre à une entreprise et à elle seule.

Source : DARES, *Premières synthèses, informations*, « Les conflits du travail en 2004 », novembre 2005

DOCUMENT 5

Plusieurs traits semblaient en effet distinguer les nouveaux mouvements sociaux des « anciens », c'est-à-dire du mouvement ouvrier en partie assimilé, à tort ou à raison, au syndicalisme traditionnel :

- le profil des groupes mobilisés, qui donne en quelque sorte une photographie en négatif des catégories peu attirées par le syndicalisme : sur-représentation en leur sein des jeunes et des femmes actives, membres essentiellement issus de la classe moyenne instruite, mobilisant en particulier des salariés des services publics (enseignement, santé, travail social). Leur haut niveau culturel ainsi que leur fréquent rattachement à des minorités en font le prototype, pour certains, des minorités actives susceptibles de provoquer un changement de valeurs;

- leurs demandes sont centrées sur la vie quotidienne, la culture, le cadre de vie et la protection de l'environnement, l'autonomie du sujet face au renforcement du contrôle social, la subjectivité, etc.

Source : Isabelle SOMMIER, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Champs Flammarion, 2003 [première édition 2001]

DOCUMENT 6

Selon certains auteurs, les valeurs «matérialistes» correspondent à ce qui est nécessaire pour assurer la satisfaction des besoins physiques élémentaires et pour procurer la sécurité physique, tandis que les valeurs «post-matérialistes» correspondent aux besoins immatériels, tels que l'épanouissement de la personnalité et les satisfactions esthétiques. À mesure que les sociétés s'enrichissent, elles assurent en abondance les besoins élémentaires. Si bien que les indicateurs des valeurs «post-matérialistes » progressent dans tous les pays, de générations en générations. Mais les contrastes demeurent très forts entre les Scandinaves et les Belges; Français, Britanniques et Italiens sont dans la moyenne. Le niveau du PIB n'explique pas tout puisque les pays nordiques sont plus «modernes» et plus «post-matérialistes» que les Etats-Unis.

Source : Henri MENDRAS, *La France que je vois*, Autrement, 2002

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse :

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles,*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.*

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Commerce international, croissance et développement

Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- 1.** Quel est l'intérêt de présenter le PIB mondial en volume plutôt qu'en valeur en 2004 ? **(document 1) (1 point).**
- 2.** Exprimez en pourcentage l'évolution des exportations de produits manufacturés de 1995 à 2004 **(document 1) (1 point).**
- 3.** Que montre la comparaison de l'évolution des exportations et celle du P.I.B. de 1995 à 2004 ? **(document 1) (2 points).**
- 4.** À partir des deux exemples cités dans le **document 2**, donnez les avantages que l'on peut retirer d'une organisation telle que l'organisation mondiale du commerce. **(3 points)**
- 5.** Expliquez la phrase soulignée dans le **document 3**. **(3 points)**

Question de synthèse (10 points)

Après avoir mis en évidence les avantages du libre-échange, vous montrerez que le protectionnisme reste encore d'actualité.

DOCUMENT 1

Exportations mondiales de marchandises et produit intérieur brut, 1995-2004
(Indices, 1995 = 100)

Années	Exportations en volume				PIB mondial en volume
	Total	Produits agricoles	Combustibles et produits de l'industrie extractive	Produits manufacturés	
1995	100	100	100	100	100
1996	105	104	103	105	103
1997	116	110	111	117	107
1998	121	112	114	122	109
1999	127	113	114	129	112
2000	140	117	119	145	117
2001	139	119	118	143	118
2002	144	124	119	149	120
2003	151	128	124	157	123
2004	165	132	131	172	127

Source : *Statistiques du commerce international 2005*, O.M.C.

DOCUMENT 2

Le problème fondamental à aborder dans les négociations de l'organisation mondiale du commerce sur l'agriculture peut être résumé en quelques mots : les subventions des pays riches. Lors du dernier cycle de négociation, les pays développés ont promis de supprimer les subventions à l'agriculture. Depuis lors, ils les ont augmentées. Les subventions des pays riches détruisent les marchés dont dépendent les petits producteurs des pays pauvres, faisant chuter leurs prix et leur refusant ainsi une part équitable du commerce mondial. Par exemple, les cultivateurs de coton du Burkina Faso sont en concurrence avec les producteurs de coton américains qui reçoivent plus de 4 milliards de dollars par an sous forme de subventions – un montant supérieur à la totalité du revenu national du Burkina Faso. Parallèlement, la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne a des implications sur les marchés mondiaux du sucre en limitant aux pays en voie de développement l'accès aux marchés européens.

Source : P.N.U.D. (Programme des Nations Unies pour le développement), *Rapport mondial sur le développement humain 2005*

DOCUMENT 3

En 1947, à la naissance du G.A.T.T.*, les droits de douanes étaient de 48 %; ils avoisinent actuellement 5,6 %. Cependant, cette baisse cache une grande diversité. Géographique tout d'abord, les protections des principales économies variant de 2,3 % pour les États-Unis à 33,5 % pour l'Inde, les pays riches pratiquant en moyenne des taux plus faibles que les pays en développement. Sectorielle aussi, puisque si l'industrie manufacturière a été largement libéralisée (tarif moyen de 4,2 %) à l'exception du textile et de l'habillement (10,5 %), le secteur agricole est toujours très protégé avec une moyenne mondiale à 19,1 %, de nombreux pics tarifaires (5 % du commerce rencontre des tarifs supérieurs à 100 %) et des pays très protégés (près de 30% pour le Japon en moyenne ou près de 80 % pour la Norvège).

De plus, le principe de non discrimination entre les partenaires a souvent été écorché et le régionalisme est souvent présenté comme un nouveau visage du protectionnisme.

Ainsi, le libre-échange a été et demeure l'exception plutôt que la norme malgré sa suprématie théorique.

Source : D. LABORDE, « Le protectionnisme, de la théorie à la pratique », *Cahiers Français* n°325, mars-avril 2005

* G.A.T.T : *General agreement on tariffs and trade*, accord général sur les tarifs et le commerce signé en 1947 et ayant permis de supprimer progressivement la plus grande partie des obstacles aux échanges internationaux.